

# Consultation sur le socle européen des droits sociaux

Les champs marqués d'un \* sont obligatoires.

Bienvenue sur la consultation publique en ligne de la Commission européenne concernant le «pilier européen des droits sociaux».

Nos droits sociaux sont-ils adaptés au 21<sup>e</sup> siècle? Le pilier recensera un certain nombre de principes essentiels, afin de répondre aux défis à relever dans le domaine des politiques sociales et de l'emploi.

Nous souhaitons associer toutes les parties et personnes intéressées à l'élaboration du socle européen des droits sociaux. Nous encourageons donc les citoyens, les partenaires sociaux, les organisations et les autorités publiques à donner leur avis sur ce sujet!

Veuillez soumettre votre contribution ci-après, pour fin 2016 au plus tard.

## I. Identification du participant

---

\* Répondez-vous en tant que particulier ou en tant qu'organisation?

- Particulier
- Organisation

De quel type d'organisation s'agit-il?

- Entreprise
- Organisation de niveau européen
- Organisation de niveau national

**Votre organisation à l'échelle nationale est un(e)**

- ONG
- Syndicat
- Organisation patronale
- Laboratoire d'idées/université
- Administration nationale
- Administration régionale/locale
- Autre

**\* Nom de votre organisation ou institution:**

*500 caractère(s) maximum*

Service public fédéral (ministère) belge de la Sécurité sociale

**\* Prénom du participant:**

philippe

**\* Nom du participant:**

bouchat

**\* Adresse électronique du participant:**

philippe.bouchat@minsoc.fed.be

**\* Adresse postale de votre organisation ou institution:**

*500 caractère(s) maximum*

Centre Administratif Botanique - Finance Tower  
Boulevard du Jardin Botanique 50 boîte 100  
1000 Bruxelles

**Pays**

Pour les particuliers: pays de résidence.

Pour les organisations: pays dans lequel l'organisation est établie ou dans lequel se situe son siège.

Belgique

**Numéro d'identification au registre (si votre organisation est inscrite dans le registre de transparence ou si vous l'êtes vous-même):**

Si vous souhaitez vous enregistrer, veuillez consulter la page web suivante pour la marche à suivre: <http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/homePage.do?locale=fr#fr>

**\* Votre réponse:**

- peut être publiée avec vos données à caractère personnel** (je consens à la publication de toutes les informations contenues dans ma contribution et je déclare qu'aucune d'entre elles n'est protégée par un droit d'auteur empêchant sa publication);
- peut être publiée de manière anonyme** (je consens à la publication de toutes les informations contenues dans ma contribution à l'exception de mon nom ou du nom de mon organisation et je déclare qu'aucune d'entre elles n'est protégée par un droit d'auteur empêchant sa publication);
- ne peut être publiée et doit rester confidentielle** (la contribution ne sera pas publiée, mais utilisée en interne par la Commission).

## II. Questions pour la consultation

---

La Commission invite toutes les parties intéressées à répondre aux questions figurant dans le questionnaire ci-dessous, de même que toute observation complémentaire au plus tard le 31 décembre 2016. ( Voir aussi [Communication de la Commission «Lancement d'une consultation sur un socle européen des droits sociaux», COM\(2016\) 127 final](#))

### Sur la situation sociale et l'acquis juridique de l'Union européenne

## 1. Selon vous, quels sont les priorités les plus pressantes en matière sociale et d'emploi?

*2000 caractère(s) maximum*

Remarques liminaires :

-le SPF Sécurité sociale marque ici expressément son accord avec l'objectif de convergence sociale vers le haut.

- l'analyse des indicateurs sociaux pour la Belgique montre qu'au sein de la population active, les personnes avec un faible niveau d'éducation décrochent de plus en plus du marché du travail. Ce constat, combiné avec une diminution croissante de l'adéquation de certaines prestations sociales, fragilise fortement cette catégorie de la population. Cette fragilisation se manifeste par une augmentation considérable du risque de pauvreté pour ce groupe, qui englobe des groupes à risques spécifiques, comme par ex. les personnes avec un background de migration. Ces évolutions divergentes au sein de la population active sont compensées par une réduction du risque de pauvreté parmi les personnes âgées.

Priorités :

1. maintien des droits sociaux en cas de mobilité & lutte contre le dumping social et la fraude sociale

2. des systèmes d'assurances et d'assistance sociales, quel que soit le statut de la personne concernée, qui sont en adéquation avec les risques et besoins et visant le progrès social

3. autres priorités :

la lutte contre le chômage des jeunes et le chômage de longue durée

la lutte contre la pauvreté, en particulier contre la pauvreté infantile et celle des familles monoparentales

l'égalité entre les femmes et les hommes,

la lutte contre la discrimination et l'inclusion des personnes vulnérables

le vieillissement actif,

les effets de la numérisation et de l'automatisation,

les risques dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail

l'accès universel aux soins de santé

## 2. À quoi pouvons-nous attribuer les différences de situation sur le plan social et de l'emploi en Europe?

*2000 caractère(s) maximum*

Both the economic and the policy context remain divergent. European Member States were affected in a different way by the financial and Euro crisis. The Southern Member States were more affected. Furthermore, these countries have a different structure of the labour market and of social policy in general than the Nordic Member States. They also reacted in a different way to the emergence of new social risks.

la protection sociale est incomplète dans les Etats-membres et que les différences entre Etats-membres résultent du cadre socio-économique

## 3. L'acquis de l'UE est-il adapté à la réalité actuelle et l'UE pourrait-t-elle, selon vous, encore l'améliorer?

*2000 caractère(s) maximum*

- Within the current context the European Union and its members need to set out a common course, also in the social field. Next to the fiscal compact a social compact is needed. We need a basic consensus on the objectives of the social model we want to pursue. The alignment of economic strategies, a functional requirement of the monetary union, presupposes a minimum harmonization of social policies. However, alignment of social strategies does not imply Europe is to pursue social uniformity.

- A recurring finding from scientific analysis is that the overall quality of a social system, rather than a single instrument, is crucial to achieve good results with regard to the prevention of poverty: the process of open coordination should become more profound and penetrating on this point.

- A greater emphasis could be placed on the accountability of Member States with regard to the overall quality of their social protection systems.

- la politique européenne de coordination n'a pas permis une lutte efficace contre le dumping social et la fraude sociale, ce qui constitue un obstacle à l'objectif européen de convergence sociale élevée, synonyme de progrès social

## Sur l'avenir du travail et des systèmes de protection sociale

**4. Quelles sont, selon vous, les tendances les plus génératrices de changement? [Veuillez en choisir au maximum trois dans la liste ci-dessous]**

*entre 1 et 3 choix*

- Tendances démographiques (par exemple, le vieillissement, la migration)
- Évolution des structures familiales
- Nouvelles compétences exigées
- Mutations technologiques
- Concurrence croissante sur la scène internationale
- Participation des femmes au marché du travail
- Nouvelles formes de travail
- Inégalités
- Autre

**5. Quels seraient les principaux risques et les principales opportunités associés à ces tendances?**

*2000 caractère(s) maximum*

These "transformations" make it more difficult to achieve a balance between financial and social sustainability. Such a balance is in the first place necessary to preserve the legitimacy of the European social model.

## 6. Y-a-t-il des pratiques, existantes ou émergentes, au niveau politique, institutionnel ou entrepreneurial, que vous recommanderiez comme référence?

*2000 caractère(s) maximum*

- An important new element in the thinking about the future of social policy is the transition to a new social investment policy paradigm. Social investment implies that classic redistributive social policy is transformed into activating social policy aimed at 'social inclusion through higher employment. But the Social investment goes further: It refers to the idea that it is better to avoid social risks than to remedy them afterwards. Investing in human capital and resilience here is the central message. There will be more emphasis on the responsibility of people to seize investment opportunities offered to them.
- Such a transition is advocated by the European Commission under the term "social investment agenda'. However, the concept of social investment is broader than the concept of activation.
- Social investment, however, often entails a shift in public spending from traditional passive to activating new social policy which is relatively less redistributive . Therefore, it is essential to ensure the adequacy of traditional social benefits.
- The social investment paradigm is a long-term agenda. The challenge is that the short and long term should be linked together and the relationship between economic and social policies anchored.

## Sur le socle européen des droits sociaux

### 7. Êtes-vous d'accord avec l'approche décrite dans la communication pour la mise en place d'un socle européen des droits sociaux?

- Je suis tout à fait d'accord
- Je suis d'accord
- Je ne suis pas d'accord
- Je ne suis pas du tout d'accord

Veillez préciser:

*2000 caractère(s) maximum*

- The term "rights" is somewhat confusing because it is essentially benchmarking, as the Commission itself states: The proposed principles do not replace existing rights, but can provide a solution to assess the performance of social and employment policy in Member States.
- A pillar of social rights in the end must be the subject of discussions between political leaders and social partners at the highest level.

**8. Êtes-vous d'accord avec les propositions contenues dans la communication concernant le champ d'application, les domaines et les principes du socle?** (*Si vous souhaitez formuler des commentaires détaillés sur l'un des vingt domaines, veuillez vous reporter à la section «Commentaires détaillés par domaine» ci-dessous*)

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
1. Compétences, éducation et apprentissage tout au long de la vie	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2. Contrats de travail flexibles et sûrs	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
3. Transitions professionnelles réussies	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
4. Soutien actif à l'emploi	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
5. Égalité entre les femmes et les hommes et équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
6. Égalité des chances	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
7. Conditions d'emploi	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
8. Salaires	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
9. Santé et sécurité sur le lieu de travail	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>



10. Dialogue social et participation des travailleurs	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
11. Prestations et services sociaux intégrés	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
12. Soins de santé et prestations de maladie	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
13. Pensions	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
14. Allocations de chômage	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
15. Revenu minimum	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
16. Prestations d'invalidité	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
17. Soins de longue durée	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
18. Accueil de l'enfance	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
19. Logement	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
20. Accès aux services essentiels	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

**Y a-t-il des aspects qui n'ont pas été repris de manière adéquate ou couverts jusqu'à présent?**

*2000 caractère(s) maximum*

1. le bien-être des enfants
2. les travailleurs non salariés
3. les travailleurs précaires

**9. Quels domaines et quels principes seraient primordiaux dans le cadre d'un retour à la convergence dans la zone euro? (Veuillez en choisir cinq au maximum)**

*entre 1 et 5 choix*

- 1. Compétences, éducation et apprentissage tout au long de la vie
- 2. Contrats de travail flexibles et sûrs
- 3. Transitions professionnelles réussies
- 4. Soutien actif à l'emploi
- 5. Égalité entre les femmes et les hommes et équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée
- 6. Égalité des chances
- 7. Conditions d'emploi
- 8. Salaires
- 9. Santé et sécurité sur le lieu de travail
- 10. Dialogue social et participation des travailleurs
- 11. Prestations et services sociaux intégrés
- 12. Soins de santé et prestations de maladie
- 13. Pensions
- 14. Allocations de chômage
- 15. Revenu minimum
- 16. Prestations d'invalidité
- 17. Soins de longue durée
- 18. Accueil de l'enfance
- 19. Logement
- 20. Accès aux services essentiels

*Commentaires:*

*2000 caractère(s) maximum*

In areas where the EU is less competent, benchmarking tools and results can be organized in a more effective way, beyond what now exists in the various coordination processes.

**10. De quelle manière faudrait-il les formuler et les rendre opérationnels? Plus précisément, pensez-vous que des normes minimales ou des critères de référence pourraient s'appliquer et présenteraient une valeur ajoutée dans certains domaines et, dans l'affirmative, lesquels?**

*2000 caractère(s) maximum*

Le champ d'application de la communication de la Commission nous semble plus restrictif que celui de notre système de sécurité sociale, sensu lato.

At a particular time this initiative should be explicitly linked to 'harder' initiatives such as the preparation of a European stabilization tool, which would increase its political significance.

## Commentaires détaillés par domaine

**Si vous souhaitez formuler des commentaires détaillés sur l'un des domaines, veuillez sélectionner un ou plusieurs éléments dans la liste ci-dessous et compléter les tableaux et les cases prévues pour les observations.** *(Une description détaillée des domaines et des principes est disponible à l'annexe [«Première ébauche préliminaire de socle européen des droits sociaux»](#) accompagnant la communication de la Commission [«Lancement d'une consultation sur un socle européen des droits sociaux»](#), COM[2016] 127 final).*

- 1. Compétences, éducation et apprentissage tout au long de la vie
- 2. Contrats de travail flexibles et sûrs
- 3. Transitions professionnelles réussies
- 4. Soutien actif à l'emploi
- 5. Égalité entre les femmes et les hommes et équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée
- 6. Égalité des chances
- 7. Conditions d'emploi
- 8. Salaires
- 9. Santé et sécurité sur le lieu de travail
- 10. Dialogue social et participation des travailleurs
- 11. Prestations et services sociaux intégrés
- 12. Soins de santé et prestations de maladie
- 13. Pensions
- 14. Allocations de chômage
- 15. Revenu minimum
- 16. Prestations d'invalidité
- 17. Soins de longue durée
- 18. Accueil de l'enfance
- 19. Logement
- 20. Accès aux services essentiels

## 2. Contrats de travail flexibles et sûrs

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis? Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

*2000 caractère(s) maximum*

L'activité non salariée ne constitue pas une nouvelle forme de travail. Une difficulté en la matière réside dans la détermination du statut social réel d'un travailleur, ce qui peut entraver l'accès à une protection sociale. Cette difficulté est renforcée pour un travailleur mobile, en raison de la différence, entre Etats membres, entre la notion de «travail salarié» et celle de «travail indépendant». Des formes de relations de travail telles que les contrats à l'appel (ou «zéro heures») devraient être interdites, ou encadrées strictement: elles précarisent les travailleurs, permettent aux employeurs d'éviter le respect des droits attachés aux contrats à durée déterminée et privent le travailleur d'une protection sociale adéquate (quand prestations liées à stage préalable.). Elles ne permettent pas aux travailleurs d'organiser leur vie privée et d'assurer un équilibre avec leur vie professionnelle. Parmi les zones «grises», des formes de portage salarial doivent être épinglées: des travailleurs effectuent des prestations pour un client, parfois sans lien de subordination avec ce dernier, et s'adressent à un intermédiaire avec lesquelles ils concluent un «contrat de mandat» ou «de travail» selon lequel ils vont effectuer des prestations pour ce client. Les travailleurs sont censés faire le choix de leur statut « salarié » ou « non salarié ». Ce choix n'est, dans la pratique, pas toujours effectif (pression pour effectuer un choix dont la charge sociale est la plus légère pour le cocontractant/l'employeur). Cette situation peut créer une concurrence déloyale. Ces travailleurs se trouvant dans un statut hybride, ne bénéficient pas de toutes les garanties prévues pour les travailleurs salariés par le droit du travail et la sécurité sociale (ex: durée du travail, respect d'un préavis, interdiction de la succession de contrats à durée déterminée, jours fériés, congés payés, prise en charge maladie et accident du travail).

## 7. Conditions d'emploi

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis? Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

*2000 caractère(s) maximum*

Comme repris sous le point 2 « contrats de travail flexibles et sûrs », des nouvelles formes de travail risquent de priver des travailleurs de l'application de dispositions protectrices en matière de droit du travailleur et de la sécurité sociale. L'information des travailleurs ne peut suffire s'ils ne sont pas en mesure de refuser effectivement des conditions de travail précaires. Ces formes de travail flexibles ne peuvent priver le travail du respect, à leur égard de dispositions protectrices fondamentales dont, en ce qui concerne la sécurité sociale, le droit à des congés payés (non respecté en cas de succession de petits contrats (à temps partiel ou non), à des allocations familiales et à une prise en charge en cas de maladie qui sont parfois liés à une période d'occupation préalable (ininterrompue) d'une certaine durée.

Il faut également introduire la possibilité, pour des magistrats, d'une part, et des organisations qui ont dans leur objet social la défense des droits des travailleurs, d'autre part (syndicats, associations contre les discriminations, associations qui apportent une assistance en cas d'exploitation ou de traite des êtres humains) d'agir en justice pour non-respect des droits des travailleurs. L'existence d'un tel recours devrait exister, même en l'absence d'une autorisation préalable de ces travailleurs, notamment en cas de force majeure (travailleur décédé, travailleur mineur sans personne majeure pour le représenter, travailleur renvoyé dans son pays et qui ne peut être retrouvé dans le délai requis pour introduire une telle procédure.)

## 8. Salaires

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis? Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

*2000 caractère(s) maximum*

- Un maximum d'éléments du salaire doivent être pris en considération pour l'assujettissement à la sécurité sociale et l'ouverture du droit à des prestations sociales. Il convient d'éviter que des avantages octroyés au travailleur en exécution de ses prestations, qui ne prennent pas la forme d'un salaire « classique » en espèces, ne soient pas pris en considération pour l'ouverture du droit à des prestations ou pour le calcul du montant de ces prestations.

- Une réduction des charges sociales à charge des employeurs sur les salaires moins élevés ne doit pas avoir de conséquences négatives pour le travailleur en ce qui concerne son droit à la couverture de risques sociaux.

## 9. Santé et sécurité sur le lieu de travail

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis? Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

*2000 caractère(s) maximum*

Dit principe zou als volgt moeten geformuleerd worden: recht op een hoog niveau van gezondheid en veiligheid op het werk en recht voor werknemers om deel te nemen aan de besluitvorming over het preventiebeleid. Veranderende werkomstandigheden, zoals bijvoorbeeld thuiswerk, brengen allerlei technologische vernieuwingen en potentiële risico's met zich mee: risico op stress, burn out, verlies van controle, straling GSM. Men moet voorzichtig zijn omdat problemen vaak niet onmiddellijk, maar pas na lange tijd duidelijk worden en het verband tussen oorzaak en gevolg niet altijd gemakkelijk te leggen is (zie bijvoorbeeld asbest dat lang niet als een probleem werd gezien). Het welbevinden op het werk moet regelmatig opgevolgd worden door onderzoek / enquêtes bij de werknemers.

## 10. Dialogue social et participation des travailleurs

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis? Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

*2000 caractère(s) maximum*

## 11. Prestations et services sociaux intégrés

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>



Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis?  
 Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

*2000 caractère(s) maximum*

## 12. Soins de santé et prestations de maladie

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis?  
 Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

*2000 caractère(s) maximum*

Il est nécessaire de faire en sorte que les travailleurs non salariés puissent bénéficier d'un régime de sécurité sociale et de prestations en matière de soins santé.

Cependant, encourager la souscription à des assurances privées ne ferait que mettre à mal le système de sécurité sociale national.

Il est important d'encourager ces travailleurs, - afin de contribuer à l'amélioration du système de santé, permettre un accès universel aux soins de santé et réduire des inégalités en matière de santé -, à participer au système de sécurité sociale nationale pour bénéficier d'une protection en la matière.

L'Union européenne pourrait par exemple agir principalement en encourageant la promotion des systèmes de santé nationaux et la prévention des maladies par des campagnes de communication.

### 13. Pensions

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis? Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

*2000 caractère(s) maximum*

Het sociaal acquis van de EU, meer bepaald de doelstellingen van de sociale Open Methode van Coördinatie (herbevestigd door de EPSCO Raad in juni 2011) en de aanbeveling van de Europese Raad van Ministers van 27 juli 1992 over de convergentie van doelstellingen en beleid inzake sociale bescherming, verwijst naar de inkomensvervangingsdoelstelling van het pensioenbeleid . Pensioenen moeten niet alleen een waardig inkomen verzekeren op oudere leeftijd (armoedepreventie) maar moeten ook toelaten dat mensen in een redelijke mate hun levensstandaard kunnen bewaren na de pensioenleeftijd. In principe 13a komt alleen de armoedepreventie doelstelling aan bod: 'een waardige levensstandaard'. Precies dezelfde uitdrukking wordt gebruikt in sectie 15 over het minimum inkomen. De formulering van de doelstelling van het pensioenbeleid in deze voorlopige schets van de Pijler gaat dus in tegen het sociaal acquis (soft law). Het is belangrijk dat de inkomensvervangingsdoelstelling van het pensioenbeleid (sociale verzekering) ook aan bod komt in de Pijler van Sociale Rechten. Er wordt terecht verwezen naar de hogere risico's voor de adequaatheid van de pensioenen van zelfstandigen in de tekst. In België zijn wat dit betreft al een aantal stappen gezet. Bijvoorbeeld : les travailleuses indépendantes peuvent maintenant bénéficier d'une dispense de cotisations sociales pour le trimestre suivant l'accouchement tout en gardant leurs droits sociaux (dont la pension). Des mesures de ce type pourraient être envisagées (pour les travailleurs salariés et non salariés) afin de réaliser le défi précité.

## 15. Revenu minimum

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis? Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

*2000 caractère(s) maximum*

Les prestations de revenu minimum constituent le dernier filet de protection contre l'exclusion sociale et la pauvreté. L'octroi de ces prestations ne devrait pas être assorti d'une exigence de participation au soutien actif mais d'une offre de soutien actif. L'obligation de participation peut en effet porter atteinte au droit à mener une vie conforme à la dignité humaine, lorsque la sanction consiste à interrompre la prestation.

Le soutien actif proposé doit répondre au mieux aux attentes, compétences, aptitudes et besoins du bénéficiaire, considéré dans son environnement. Le dispositif de soutien actif doit être réciproque et évolutif et ne pas se muer en outil disciplinaire.

Le soutien actif ne peut avoir pour unique objectif de favoriser la (ré)intégration au marché du travail. Divers motifs tels que santé du bénéficiaire, l'offre insuffisante d'emplois ou de transports dans sa région, peuvent l'en éloigner.

D'autres formes de soutien actif doivent donc exister qui visent à accompagner l'intéressé vers l'indépendance, l'autonomie et l'intégration durable à la société. Il s'agit par exemple d'encourager le bénéficiaire à trouver un logement, surmonter une addiction, suivre une formation, régulariser sa situation administrative ou prendre volontairement part à la vie associative.

## 16. Prestations d'invalidité

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis? Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

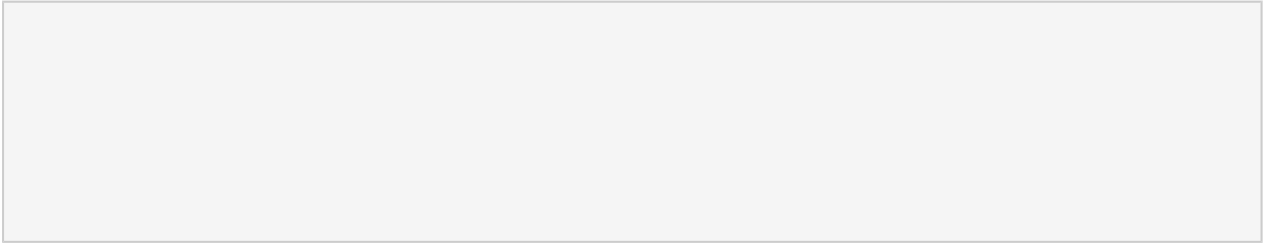
*2000 caractère(s) maximum*

## 17. Soins de longue durée

	Je suis tout à fait d'accord	Je suis d'accord	Je ne suis pas d'accord	Je ne suis pas du tout d'accord
Êtes-vous d'accord avec les défis décrits?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le principe préconisé pour relever ces défis vous semble-t-il aller dans le bon sens?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions? Par exemple: Comment faire pour relever ces défis?  
Comment l'Union européenne devrait-elle agir pour mettre en œuvre ce principe?

*2000 caractère(s) maximum*



## **Contact**

EMPL-EUROPEAN-PILLAR-OF-SOCIAL-RIGHTS@ec.europa.eu

---